

Les TPE-PME françaises ne supportent plus les chocs !

Elles ont besoin d'une politique économique prudente, prévisible et durable

La présente note du Think Tank Etienne Marcel a été rédigée par Bernard Cohen-Hadad et Sylvain Bersinger

Synthèse

Les TPE-PME ne sont pas de simples lignes de statistiques : elles incarnent la colonne vertébrale et le cœur battant de notre tissu économique de proximité. Pourtant, derrière cette omniprésence se cache une vulnérabilité structurelle aiguë face aux grands groupes, notamment en France où l'instabilité politique pénalise les TPE-PME, comme l'indique la hausse récente des défaillances en France par rapport aux évolutions européennes. La succession ininterrompue de chocs majeurs de ces dernières années a mis à nu la fragilité de nos petites structures. Face à cette réalité, et à l'occasion de la préparation du budget pour 2027, le politique a un devoir impérieux : cesser de naviguer à vue et garantir enfin aux petits entrepreneurs un cadre stable, lisible et hautement prévisible, condition *sine qua non* de leur survie et de la croissance.

1. Les TPE-PME : un géant aux pieds d'argile fragilisé par l'incertitude politique en France

On l'a vu encore récemment avec la REF, l'attention médiatique se focalise trop souvent sur les grandes entreprises, les géants du CAC 40, du luxe ou de l'intelligence artificielle. C'est oublier que la France est une nation d'entrepreneurs. Les TPE-PME représentent 99,8 % du tissu entrepreneurial, c'est-à-dire l'écrasante majorité des entreprises en France. Leur contribution nette à la valeur ajoutée (c'est-à-dire au PIB) et à l'emploi est également importante, à un peu plus de 40 %¹.

Mais ce tissu entrepreneurial de proximité souffre, comme l'indiquent les 68 602 défaillances en 2025, un record historique mesuré par la Banque de France, soit un bond de 15 % par rapport à la moyenne 2010-2019. De plus, les données du Conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires confirment cette tendance, avec 36 636 procédures collectives au 1er semestre 2026, soit une hausse de +4,1 % par rapport à la même période de 2025.

Cette fragilité n'est pas une fatalité, elle découle de difficultés structurelles identifiées :

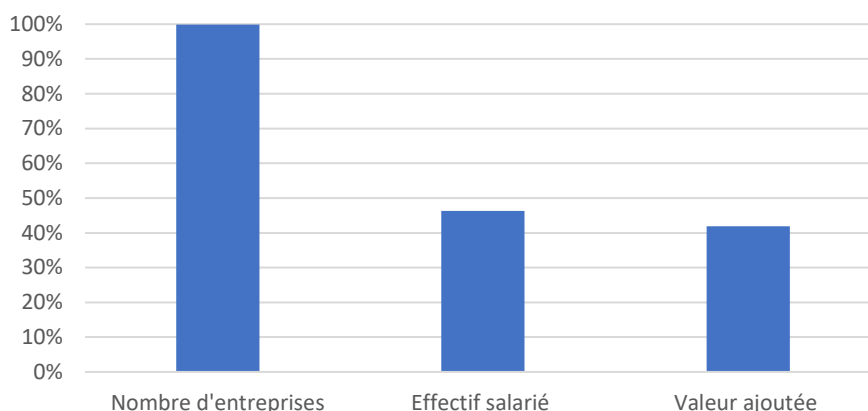
- Une dépendance critique à un portefeuille restreint de clients.
- L'impossibilité de diluer les coûts par des économies d'échelle.

¹ Insee

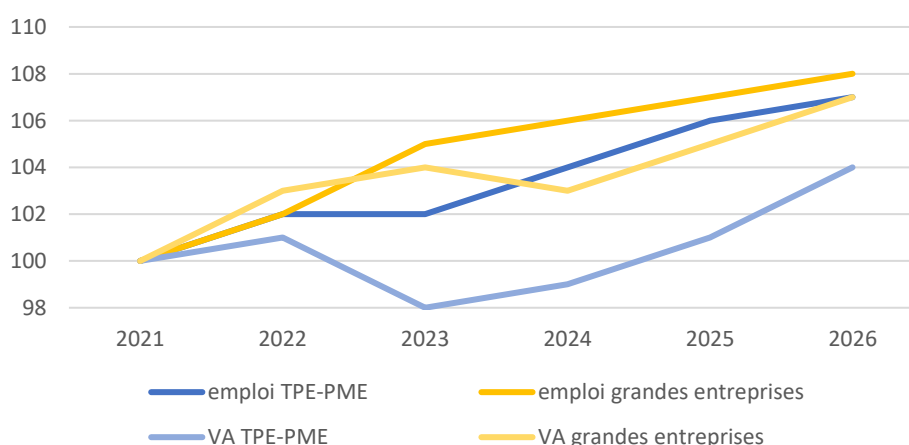
- Des trésoreries exsangues, un besoin récurrent au crédit et un accès restreint aux marchés financiers.
- Un déficit de forces vives et de compétences hyper-spécialisées à cause des tensions de recrutement.

En France, les entreprises semblent particulièrement vulnérables aux incertitudes géopolitiques. Entre la moyenne de 2021 et le deuxième trimestre 2026, les défaillances ont été multipliées par 2,6 en France, contre un doublement dans l'Union européenne et une multiplication par 2,2 en zone euro. La hausse de l'incertitude depuis la dissolution de juin 2024 semble avoir pénalisé les entreprises françaises : sur l'ensemble de l'année 2024, les défaillances ont augmenté de 10 % en France contre une hausse de 5 % dans l'Union européenne et de 7 % en moyenne dans la zone euro². Ces chiffres expliquent le moral en berne des entrepreneurs.

Part des TPE-PME dans le total des entreprises françaises (Insee)



Evolution dans les TPE-PME et les grandes entreprises en Europe (100 en 2021, source Commission européenne)



² Données Eurostat, "Business registration and bankruptcy index"

2. Des entreprises citoyennes en première ligne face aux tempêtes

2.1 Le piège du crédit et le poids de la dette

Lors de la crise des dettes souveraines du début des années 2010, l'austérité a étouffé la consommation locale. Plus grave encore, le renchérissement du coût de l'argent a asphyxié nos PME³. Contrairement aux multinationales capables de s'auto-financer ou de lever des capitaux propres sur les marchés financiers, les TPE dépendent à 100 % du guichet bancaire. Quand l'État s'endette mal, ce sont les petits patrons qui paient l'addition sous forme de taux d'intérêt prohibitifs. La proposition de JL. Mélenchon ne va pas renforcer la confiance des entrepreneurs dans une politique économique hasardeuse. Comment les TPE PME pourraient croire que l'on peut effacer la dette de la France alors que notre pays n'a pas pu tirer un trait sur les PGE ni réussi à faire prolonger leur remboursement alors qu'un certain nombre d'entreprises ont dû mettre la clef sous la porte faut de pouvoir également rembourser leur dette fiscale et sociale ?

2.2 Le Brexit ou le mur des tracasseries administratives

Alors que certains candidats à l'élection présidentielle laissent planer le doute sur leur politique européenne, l'accès au marché unique européen est un droit vital pour les entreprises. Le Brexit en a fait la démonstration par le vide : si les grands groupes ont absorbé le choc grâce à des services juridiques dédiés, les PME britanniques ont vu leurs exportations vers l'UE s'effondrer de plus de 30 %⁴. Le formalisme douanier agit comme une taxe invisible que les petites structures ne peuvent pas absorber.

2.3 L'onde de choc post-Covid et l'illusion du « quoi qu'il en coûte »

La crise sanitaire a provoqué un trou d'air sans précédent. Le traitement social du « quoi qu'il en coûte » a gelé artificiellement les faillites, mais le retour à la réalité est brutal. Les TPE-PME, surreprésentées dans le commerce de proximité et l'hôtellerie-restauration, ont payé le plus lourd tribut⁵. Les 47 000 liquidations judiciaires directes enregistrées en 2025 montrent que le bouclier étatique n'a fait que différer l'échéance et n'a pas eu d'effet positif sur l'emploi durable (comme l'indique la hausse récente du chômage à 8,3 %).

La mise en place des PGE et leurs remboursements ont été pour beaucoup de PME un soutien à double risque. En effet, ces prêts ont aidé momentanément les entreprises mais ont accru l'endettement, ce qui se traduit par un taux de défaillance croissant, passé de 7,3 % en 2023⁶ à 12,1 % fin 2025⁷.

³ Annalisa Ferrando, Alexander Popov et Gregory F. Udell, "Sovereign stress, unconventional monetary policy, and SME access to finance", Working paper European Central Bank, juin 2015

⁴ Center for economic performance, « Deep integration and trade : UK firms in the wake of Brexit », décembre 2024

⁵ Insee, « Une année de crise COVID : impact sur la dynamique de l'activité des entreprises en France. Une évaluation sur données individuelles », juillet 2021

⁶ Sénat, Projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 : Engagements financiers de l'État

⁷ Sénat, Projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2025 : Engagements financiers de l'État

2.4 La double peine de la crise énergétique et de l'inflation

Entre l'onde de choc de la guerre en Ukraine, le feuilleton récurrent des *Trump Tariffs* et les nouvelles tensions au Moyen-Orient au printemps 2026, l'inflation a joué avec les nerfs des dirigeants. Nos artisans, à l'image des boulangers, voire les petites et moyennes industries (PMI), ont vu leurs factures d'énergie multipliées par 3 ou 4⁸. Une PME n'a ni les outils de couverture financière d'un grand énergéticien, ni le temps d'anticiper la volatilité des marchés spot de l'électricité. Fort heureusement, les [aides déployées](#) (amortisseur électricité, étalement du paiement des factures d'énergie, subvention des prix à la pompe, bouclier tarifaire, report du paiement des impôts et cotisations sociales, cautionnement partiel de l'État pour les contrats de fourniture d'énergie) ont permis à de nombreuses TPE-PME d'amortir le choc et de compenser cette vulnérabilité intrinsèque des plus petites entreprises⁹.

2.5 Les guerres commerciales mondiales : l'effet boomerang

La médiatisation de la guerre économique entre les États-Unis et l'Europe a montré la fragilité de nos économies et la dépendance de notre outil de production. Les hausses protectionnistes de droits de douane des États-Unis, pénalisent d'abord les PME les plus exposées au marché américain. Dans l'industrie manufacturière, domaine où les marges des PME dépassent rarement les 3 à 5 %, la moindre taxe douanière en dents de scie détruit la rentabilité et sape la confiance. C'est ce qui peut expliquer l'explosion de +47 % des faillites dans l'industrie manufacturière par rapport à 2019.

3. Pour un « New Deal » économique : prévisibilité et responsabilité

À l'approche des grandes échéances politiques et particulièrement de l'élection présidentielle française, les décideurs politiques doivent changer de logiciel. On ne gère pas un pays endetté en alimentant un flou budgétaire, voire contre ses forces vives territoriales. Le futur chef de l'État devra disposer d'une majorité politique pour sanctuariser un environnement économique stable. Et s'engager à :

1 - Assainir impérativement les finances publiques : Réduire le déficit est une urgence absolue pour détendre les taux d'intérêt et sécuriser le financement de l'économie réelle.

2 - Garantir la stabilité fiscale : Instaurer un moratoire sur les nouvelles normes et taxes. L'incertitude politique est le pire poison de l'investissement.

3- Valoriser l'ancrage local et la RSE : Soutenir les PME responsables, car une entreprise ne peut prospérer durablement que dans un environnement social et territorial apaisé.

Septembre 2026

Sylvain Bersinger, fondateur du cabinet Bersingéco : contact@bersingeco.fr

Bernard Cohen-Hadad, président du think tank Etienne Marcel :
bernardcohenhadad@gmail.com

⁸ Les Echos, « Les boulangeries dans le pétrin des factures d'énergie », 23 novembre 2022

⁹ Banque de France, « La situation financière des entreprises en 2022 : face aux crises, les entreprises ont résisté », novembre-décembre 2023